

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Le monde Made in GAFAM

Éditorial :

COVID-19, BILL GATES, LA GRANDE MUTATION

Comme toujours à chaque crise, des esprits un peu trop imaginatifs cherchent à trouver le grand coupable ; le ou les accoucheurs du drame. Cette fois, tout indique que la cible choisie est Bill Gates, le patron de Microsoft et/ou les forces occultes du grand capital international. Au-delà du côté un peu truculent de ce genre de spéculations, il n'empêche que nous assistons peut-être aux premiers signes d'une mutation historique dans la composition même du système capitaliste mondial.

En effet, nous constatons d'un côté les faillites, menaces de faillites ou pertes gigantesques et en cascade de grosses entreprises du capitalisme mondial (Lufthansa, Adidas, Exxon, BP, Warren Buffet, Airbus, British Airways...) et de l'autre à la récolte de bénéfices gigantesques d'une autre poignée d'entre-

prises phares du nouveau capitalisme international, celui chimiquement pur de toute participation étatique. Tout porte à croire alors que ce coronavirus, ce « petit machin » (dixit l'écrivain tchadien Moustapha Dahleb) est annonciateur d'un nouveau Conseil d'Administration de l'économie mondiale où siègeront seuls et sans contestation possible les GAFA, les grosses industries pharmaceutiques et de l'armement.

Les indices de cette évolution étaient déjà un peu visibles et ce, non pas dans un marché de poulets à Wuhan mais à la Silicon Valley ou au Pentagone et à Washington lorsque les GAFA investissaient des fortunes dans le domaine médical, et/ou de l'intelligence artificielle au service des technologies militaires. Si nous ajoutons à ceci l'utilisation

L'invité du DR :

Antonio Cocciolo,
« Les patrons obtiennent quasiment ce qu'ils veulent sur simple demande »

Vladimir Caller

8 mai : victoire soviétique !

Martin Willems

Pandémie : qui paie ?

Sebastian Franco

L'esprit d'Alma-Ata résonne encore

Dr. Badia Benjelloun

COVID-19 : au-delà du seul volet scientifique

Bernard Lefèvre

Télétravail : libération ou servitude volontaire ?

Marie Rampen

La solidarité internationale face au COVID-19

Marie-France Deprez

Soutenons les lanceurs d'alerte !

Gabrielle Lefèvre

Romain Gelin : « Des limites de la transition »

Sommaire complet à la page 20

des applications informatiques pour la surveillance de nos déplacements et contacts sous prétexte de faire face au virus et les nouvelles législations cherchant à instaurer des mécanismes de censure des informations sous prétexte de combattre des « fake news » nous arrivons alors à visualiser les contours du cauchemar mondialiste qui nous attend si nous ne prenons garde.

Pas excessif ici le terme de « cauchemar » lorsqu'on constate qu'en pleine pandémie, Washington n'a eu aucun scrupule à empêcher par la force l'aide médicale chinoise pour le peuple vénézuélien et qu'en connivence avec des régimes qui lui sont soumis, il maintient ses criminels blocus contre les populations de l'Iran, du Venezuela, de Cuba, de la Corée du Nord et de la Syrie. ■VC

Antonio COCCILO : « Les patrons obtiennent quasiment ce qu'ils veulent sur simple demande »

Syndicaliste de combat connu pour la clarté de ses convictions et la détermination de ses engagements Antonio Cocciolo a travaillé pendant 27 ans à Caterpillar-Gosselies; comme ouvrier tout d'abord (il est électromécanicien de formation) puis comme délégué et enfin président de Fédération des Métallurgistes FGTB Hainaut-Namur et de la FGTB Charleroi & Sud Hainaut, postes qu'il occupe actuellement.

Confronté à la crise sanitaire en cours et au risque que, comme d'habitude, le gouvernement et connivence avec le patronat ne soit pas en train de faire que les conséquences soient payés par les travailleurs et les couches le plus modestes de la population. Et tout indique que ce risque sera à la hauteur de la grave crise sanitaire, sociale et économique qui s'annonce. D'où l'urgence de l'unité des travailleurs dans les luttes à venir. Le Drapeau Rouge se réjouit de lui ouvrir ses pages.

Le Drapeau Rouge.- Tout indique que la crise sanitaire en cours est déjà bien plus grave, sur le plan humain, économique et social que celle de 1929; en comparaison, celle de 2008 semble un gentil jeu d'enfants. Un des secteurs les plus touchés serait celui de l'industrie, notamment la métallurgie. A ce propos, comment voyez-vous cette crise et ses

répercussions dans le pays et dans le secteur que vous représentez ?

Antonio Cocciolo.- Une majorité du secteur s'est retrouvé à l'arrêt dès la mi-mars. Nos militants ont rapidement réagi pour obtenir les meilleures conditions de santé et de sécurité pour les travailleurs. Cela a souvent amené à l'arrêt des activités non-essentiels. Ce ne fut

nant que le travail va reprendre, cela ne peut se faire que si les mesures sanitaires sont prises et respectées dans les entreprises. C'est un des rôles du syndicat d'y veiller par l'organisation de réunions CPPT (comité pour la prévention et la protection au travail) mais il faut dénoncer qu'à la reprise beaucoup de ces réunions n'avaient pas eu lieu.



Antonio Cocciolo

pas une sinécure, car beaucoup de directions ne semblaient pas préparées, ne mesuraient pas bien l'impact de la crise sanitaire voir voulaient à tout prix maintenir l'activité malgré les risques. Avant même que le confinement ne soit généralisé et avant même que les premiers arrêts ne soient pris, nous avons déjà donné l'alerte dans les entreprises quant à la gravité de la situation et la nécessité de prendre des mesures exceptionnelles. Nos militants ont probablement évité une crise sanitaire plus grave que celle que nous connaissons.

Le chômage temporaire s'est rapidement généralisé et risque de se maintenir à un niveau élevé pendant une longue période. On ne mesure pas encore les effets exacts de cette crise mais on perçoit déjà de grosses difficultés à venir dans le secteur aéronautique et automobile avec ce que cela implique sur la sidérurgie. Une entreprise du secteur a d'ailleurs déjà fait faillite. Mainte-

Le DR.- On remarque du côté patronal, avec le soutien du gouvernement, une envie pressante de reprendre la production dans le but de satisfaire le profit des actionnaires. Quelle sera la réponse syndicale ? Où en est la concertation avec les différentes centrales et les différents syndicats ?

A.C.- Les pouvoirs spéciaux et l'oreille plus qu'attentive de ce gouvernement envers le lobbying patronal fait en sorte que la concertation sociale est extrêmement compliquée au niveau interprofessionnel et sectoriel. Les patrons obtiennent quasiment ce qu'ils veulent sur simple demande, on a pu le percevoir dans la définition des secteurs essentiels et non essentiels. Dès qu'une fédération patronale demandait sa reconnaissance comme secteur essentiel, elle l'obtenait rapidement. Ce qui a amené des situations comme la recon-

naissance de la défense comme secteur essentiel !

Mais on peut aussi évoquer le secteur de la chimie par exemple, il a été reconnu comme secteur essentiel. Mais la chimie, c'est aussi la production de parfums, de peinture, de plastique... Est-ce vraiment essentiel? Les travailleurs y restent à leurs postes dans ces entreprises sans être soumis aux règles restrictives, parfois inapplicables étant donné la proximité des machines...

Il est logique, semble-t-il, de considérer que des entreprises de matériel médical sont essentielles mais quand elles produisent des prothèses de genoux ou de hanches, que les travailleurs, encore une fois ne bénéficient pas de toutes les protections nécessaires et fabriquent du matériel qui ne sera pas utilisé avant plus d'un an, est-ce le cas? On a pu voir aussi qu'en Belgique, il n'a pas été possible d'interdire le licenciement alors que cela s'est fait en Italie et en Espagne, en tout cas pour la durée de la crise sanitaire.

Dans les entreprises, nos militants ont mené un travail exceptionnel même si ce ne fut pas facile partout ! Ils ont imposé les mesures les plus stricts chaque fois que c'était nécessaire. Nous avons prévenu, malgré le de-confinement décidé sans concertation, nous maintiendront la priorité absolue à la santé et que nous couvrirons les actions décidées par nos militants à chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire.

Le DR.- Ne faut-il pas redouter que le patronat n'en profite pour faire supporter par les salariés le fardeau de cette crise ? Quelle est le point de vue de la Centrale des Métallurgistes MWB-FGTB à ce sujet ? Comment fait la MWB, avec le confinement, pour communiquer et mobiliser les affiliés ?

A.C.- En ce qui concerne la communication, nous avons accéléré une partie de la digitalisation de l'information vers nos membres. Nous avons privilégié les réseaux sociaux, les visuels et les formats vidéos. Nous restons le plus possible à la disposition de nos membres via tous ces canaux.

La charge de travail du syndicat a beaucoup augmenté puisqu'en Belgique, le

syndicat intervient dans le paiement des allocations de chômage. La FGTB devra payer jusqu'à 400.000 chômeurs, environ 10 fois plus de paiements à effectuer que d'habitude. Au total, il y a environ un million de chômeurs temporaires. Tout a été fait pour simplifier les formalités, reste que les employeurs tardent à fournir leurs données, certains n'ayant jamais connu cette situation. Cela signifie évidemment que les chômeurs recevront leurs allocations avec retard, cela s'ajoutant à la diminution du revenu (65 à 75% du revenu avec un complément de 150 euros), les factures seront difficiles à payer. On voit la crise sociale qui se profile.

Il est évident que le patronat va tenter de faire peser les effets de cette crise sur les travailleurs. En 2008, la crise du système a été retournée contre les travailleurs pour la transformer en austérité sauvage. Nous devons en tirer les leçons. Il ne faudra pas laisser la finance prendre en charge ce dossier avec les conséquences que l'on sait notamment dans le secteur sanitaire. Il ne faudra permettre aucune attaque de la législation sociale (assouplissement de la flexibilité, des cotisations...).

Au niveau de la MWB, nous pensons qu'il nous faut mettre en place une stratégie syndicale. Cela commencera rapidement car nous percevons une prise de conscience et une politisation rapide au sein de la population avec ce confinement. Nous devons conscientiser et faire comprendre qu'il ne suffit pas d'applaudir les héros de la crise, mais qu'il est nécessaire de développer un discours et une conscience de classe. Ceux qui ont maintenu notre pays debout, ce sont les travailleurs et ceux qui ont désarmé l'état, ce sont les spéculateurs et la droite. Nous devons rapidement imposer les revendications du monde du travail, voir susciter de nouvelles revendications, mais cela passera par des luttes intenses. Nous y sommes prêts.

Le DR.- Ne croyez-vous pas que cette conjoncture nous donne l'occasion pour relancer nos revendications dont, notamment, la réduction du temps de travail avec embauche compensatoire. Envisagez-vous de faire reconnaître le COVID-19 comme maladie professionnelle ?

A.C.- La RCTT fait partie des revendications que nous devons rapidement imposer comme réponse à cette crise. Nous voulons aussi maintenir l'accent sur nos revendications de base au niveau salarial, 14 euros/h (1300 euros net/mois) et 1500 euros de pension. Mais avec le confinement, nous nous rendons aussi compte qu'une autre façon de concevoir notre relation au travail est possible. C'est aussi une réponse face à la probable baisse d'activité si nous voulons privilégier le partage du temps de travail à la lutte sauvage entre les salariés que le patronat veut nous imposer.

À la suite de cette crise, des initiatives existent pour faire reconnaître le COVID-19 comme maladie professionnelle dans les différents secteurs, nous les soutenons mais il faut avant tout veiller à maintenir la responsabilité des entreprises à garantir la santé et la sécurité. Cette reconnaissance ne peut signifier déresponsabilisation face à l'exposition au virus.

Le DR.- Cette crise n'est pas nationale, elle est mondiale. Au niveau européen, comment jugez-vous le comportement de l'Union européenne ?

A.C.- L'UE est totalement absente et semble complètement désarmée. Dans cette crise, chaque état a pris des mesures sans concertation et il n'y a pas eu de solidarité entre états. La libre circulation des marchandises et des biens si vantée par le marché s'est vue tout-à-coup refusée quand il s'agissait d'aider un autre pays européen. L'Italie a été laissée seule face à cette crise comme d'ailleurs dans la crise migratoire qu'elle connaissait déjà. Comme la Grèce est, elle aussi, laissée seule face à la crise migratoire, crise migratoire pourtant bel et bien provoquée par les politiques européennes.

Une grande partie des manquements constatés dans la gestion de la crise proviennent aussi des traités européens. La baisse des budgets au travers du cadre budgétaire et notamment la baisse du financement des services publics, la désindustrialisation par la vision ultralibérale du cadre Européen, les délocalisations etc. ont montré lors de cette crise leurs terribles conséquences. Ainsi, le continent le plus riche du monde n'est pas capable de se fournir en masques, respirateurs ou médicaments, ni d'en fabriquer. De plus, là

où l'UE aurait pu avoir des interventions de poids, elle n'a pas pris ses responsabilités. On peut citer le fait qu'elle ait refusé d'annuler les dettes des pays les plus pauvres. Cela montre que nous sommes au bout d'un système y compris dans ce cadre. Soit l'Europe est capable de répondre aux besoins de la population soit elle risque de rapidement disparaître avec tout ce que cela signifiera en terme de montée des tensions entre les États.

Il faut y être d'autant plus attentif que la réponse aux manquements de l'Europe offre deux visages, celui de la réponse solidaire mais malheureusement aussi celui de la réponse de la droite et de l'extrême-droite (Marine Le Pen mais aussi chez nous la N-VA et Bart de Wever). Au niveau syndical, la Confédération européenne de syndicats (CES) ne fait pas le poids par rapport aux multinationales et il est plus que temps que nous puissions nous organiser au-delà des frontières, faute de quoi rien ne changera.

Le DR.- Cette crise a aussi permis le constat des grandes carences du système de santé ; manque de moyens dans les hôpitaux ; carences en médicaments et en produits de protection... Ne croyez-vous pas qu'il est temps de s'opposer aux dépenses guerrières telles que notre participation aux guerres de l'OTAN ? Ou à l'achat des avions de guerre au bénéfice des marchands de canons américains ?

A.C.- Si nous disposions de mécanismes de redistribution plus juste, nous pourrions disposer d'un système de santé performant avec des personnels justement rémunérés et en suffisance et disposer en parallèle d'une armée avec des moyens nous permettant d'assurer la défense de la population.

Ce qui pose évidemment problème, c'est l'influence guerrière des États-Unis qui nous imposent ses guerres et ses propres schémas dans nos relations internationales. Il est temps de sortir de cette dépendance tant sur le plan militaire que sur celui de la diplomatie. Des états comme la Chine, la Russie ou Cuba se sont montrés bien plus solidaires que les États-Unis dans cette crise, nous devons en tirer les leçons et enfin définir une politique internationale qui favorise la paix et le développement harmonieux pour tous, c'est ça l'intérêt principal de tous les travailleurs où qu'ils se trouvent.

Là aussi il faudra rapidement réagir car la guerre du pétrole risque de recommencer et de nous entraîner dans de nouvelles tensions surtout avec la présence de Trump ou de Bolsonaro à la tête d'armées aussi puissantes.

Le DR.- Comment jugez-vous le comportement des pays et organisations internationales à propos de cette crise ?

A.C.- Il n'est pas facile de parler du comportement des pays qui a été très variable. Il est même difficile d'en cerner les raisons, il est certain que des pays ayant des bases socialistes ont mené une politique qui a généralement porté ses fruits, que ce soit à Cuba, au Venezuela, au Vietnam... mais des pays comme la Corée du sud, Singapour ...ont également mené des politiques qui ont donné de bons résultats. Ils n'ont pas hésité à renforcer les mesures de sécurité qui permettaient de laisser les entreprises et les commerces fonctionner. Ce qui est certain c'est que les pires gestions ont été celles des pays à la tête desquels se trouvent les dirigeants dont on parlait à la question précédente: Trump et Bolsonaro auxquels on peut ajouter Boris Johnson, des dirigeants qui dès le départ ont privilégié l'économie, minimisant voire niant les risques sanitaires.

Des organisations comme l'OMS ne peuvent réagir qu'à la hauteur des moyens et des pouvoirs qu'on leur donne. Même si nous devons être critique sur l'influence des lobbies économiques au sein de telles organisations. On peut se rendre compte de cette influence si on compare le projet "de soins égaux pour tous et partout" de l'époque de la déclaration de l'OMS dite d'Alma Ata en 1978 et la régression qui s'est produite depuis que l'OMS a, elle aussi, été soumise à la restructuration néolibérale et qu'elle a accepté l'introduction du privé dans le secteur de la santé. Nous sommes dans une phase claire de replis nationaliste. Il est difficile pour les organisations internationales d'exister dans cette situation, alors que la crise est mondiale et touche tous les pays du monde. Il s'agit d'une réflexion profonde, y compris au sein de l'organisation syndicale, sommes-nous prêts à transférer des pouvoirs, et les conditions pour créer des rapports de force par la même occasion, vers des niveaux plus larges. Ce type de mouvements sont clairement à contre-courant dans le cadre actuel. Nous restons des internationalistes, notre devoir et de faire en sorte d'internationaliser nos luttes et nos prises de positions. ■

Propos recueillis par Marie-France Deprez

BRUSSELS AIRLINES : C'est aux patrons de payer la crise !

Voilà que, comme lors de la crise financière de 2008-2009, on voudrait encore répéter les mêmes indécences. A ce moment là, ce fut l'état, c'est-à-dire nous les contribuables qui avons dû payer les pots cassés qui se sont élevés, selon la Cour de comptes, à 15 milliards d'euros et cela pour sauver les banques. Les banquiers, eux, n'eurent pas le moindre souci; même pas une admonestation.

Aujourd'hui, c'est le groupe Lufthansa, propriétaire de Brussels Airlines, qui ne se gêne pas pour demander plus de 290 millions d'euros à l'Etat belge pour résoudre ses prétendus problèmes de liquidité tout en annonçant la suppression de 1000 emplois. Le cynisme est donc à son comble : d'un côté il demande de l'argent aux contribuables belges pour, de l'autre, mettre dans la rue des travailleurs belges. Pourtant le bilan comptable du groupe Lufthansa (composé entre autres de Lufthansa, Austrian Airlines, Brussels Airlines, Eurowings et Swiss International Air Lines) a réalisé, dans son exercice comptable de 2019, un bénéfice net de 2,8 milliards d'euros.

Il ne doit donc pas être question que le gouvernement Wilmès s'incline devant les diktats du groupe allemand; pas question non plus d'accepter la suppression des emplois. Tout doit être fait, par contre, pour que la Belgique puisse compter avec une ligne aérienne nationale gérée démocratiquement avec la participation de ses travailleurs.

Bruxelles, le 12.05.2020

Pour le Bureau Politique du Parti communiste de Belgique,
Jean Fagard, porte-parole

Ils ne se résignent toujours pas à reconnaître la victoire soviétique

Vladimir Caller

Lundi 8 mai à l'occasion du 75^e anniversaire de la victoire sur le nazisme, plusieurs pays, en particulier ceux ayant participé à la II^e Guerre Mondiale, ont organisé des cérémonies. Aux États-Unis, ce fut une grande parade dans le décor grandiose du cimetière d'Arlington. C'est dans ce cadre que le président des États-Unis fit une déclaration qui mérite de rester dans les mémoires non seulement pour ce qu'elle représente comme sommet de l'ignominie mais aussi comme témoignage du temps que nous vivons

Le message de Donald Trump fut exactement celui-ci : « *Le 8 mai 1945, l'Amérique et le Royaume-Uni ont remporté la victoire sur les nazis. L'esprit américain l'emportera toujours* ». Il efface ainsi en quelques touches du clavier de son portable l'énorme sacrifice consenti par le peuple soviétique et l'Armée Rouge pour terrasser les forces hitlériennes. Attribuer cette bétise à l'extrême précarité intellectuelle du président des États-Unis ou à son allergie à la culture, n'explique pas tout. Car elle est cautionnée par l'ensemble de son administration dont notamment ses services diplomatiques.

L'attitude du gouvernement d'Emmanuel Macron ne fut pas si différente. Pratiquement au même moment la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq, a publié un message similaire pour saluer les Alliés et « leur contribution à la victoire ». Elle détaillait ainsi les alliés « les États-Unis, l'Angleterre, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande »... et pas l'Union Soviétique. En regardant cela, on est en

droit de se demander ce que vaut la démonstration de médiocrité de cette dame à côté de ce que déclarait le Général de Gaulle le 2 décembre 1944, en reconnaissance au sacrifice de l'URSS : « *Les Français savent ce qu'a fait pour eux la Russie soviétique et ils savent que c'est elle qui a joué le rôle principal dans leur libération* »

L'antisoviétisme toujours bien vivant

Au même moment, on apprenait que Facebook décidait de supprimer de ses réseaux cette fameuse photo où on voit un soldat soviétique occupé à hisser le drapeau soviétique au sommet du Reichstag allemand. Photo prise le 2 Mai 1945 pendant que les combats faisaient encore rage à Berlin (le pouvoir nazi a capitulé le 8) et où on voit le soldat Alexis Kovalev, 23 ans, tenu par les pieds par son collègue Leon Gorychev. Facebook donne comme raison à son acte de censure le fait que « ces publications violent les standards communautaires concernant les personnes et les organisations dangereuses ».

Image chargée d'histoire et de sacrifices car pour que ce drapeau arrive au sommet du parlement allemand, il dut faire une très longue marche symbolique. Il portait l'héroïsme inouï de la population de Leningrad qui à partir de septembre 1941 et pendant 903 jours resta bloquée et se refusa à capituler au prix de plus de 900 000 morts ; de la résistance de Moscou en décembre 1941 lorsque pour la première fois l'Armée Rouge arrêta la progression de la Wehrmacht et la fit reculer ; de la bataille de Stalingrad, mère de toutes les batailles, au prix de plus d'un million de pertes ; enfin Kursk, la

bataille de chars, où s'affrontèrent plus de 4 millions d'hommes des deux parties et où l'Armée Rouge confirma son exploit de Leningrad. La résistance soviétique changea le cours de la guerre. Pendant ce



Voici la photo que Facebook ne supporte pas voir

temps là, pendant que les troupes soviétiques, bien moins équipées que celles d'Hitler, cumulaient des victoires à la seule force de leur dévouement, le pouvoir soviétique devait subir le double jeu des puissances occidentales qui retardaient, sciemment, l'ouverture du deuxième front pour faire que l'Armée Rouge et plus globalement l'État soviétique continue à saigner le plus longtemps possible.

On comprend alors pourquoi pour Marc Zuckerberg et ses mentors du Pentagone, avec lesquels il vient de signer de juteux contrats, cette image est insupportable. ■

Pandémie : qui paie?

Martin Willems, permanent syndical

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour la ralentir ébranlent nos repères. Qui aurait cru possible que nos gouvernants « libéraux » décident d'étouffer l'économie marchande ? Le moment est suspendu, on sent un basculement possible. Mais y aura-t-il basculement ? Y aura-t-il seulement un changement un tant soit peu significatif ? Et, dans l'hypothèse d'un retour au « business as usual », qui va payer les milliards d'aides prodigieusement distribués ?

Qu'avons-nous appris ?

De l'effet de la pandémie, des mesures d'urgence, on peut déjà retirer certains enseignements :

1. Notre organisation socio-économique est extrêmement fragile.

La maladie n'a, heureusement, jusqu'ici touché qu'une minorité d'entre nous. Les restrictions ne sont en cours que depuis 5-6 semaines. Et pourtant on nous annonce déjà une réduction du PIB « catastrophique », des faillites en cascade, et du chômage de masse.

L'organisation mondialisée et en « flux tendu » montre ici sa faiblesse extrême.

Un exemple, parmi les autres : des récoltes sont menacées, non pas parce que la terre ne produit plus ou que sévit la sécheresse, mais parce que la main-d'œuvre saisonnière, qu'on fait venir des confins du continent, est bloquée.

2. Il n'y a finalement aucune loi d'airain, tout le système peut changer en quelques jours par simple décision humaine.

On disait le corset budgétaire inviolable ; la liberté de commerce sacrée. Et pourtant ils ont été suspendus sans révolution, par les mêmes gouvernants qui les idolâtraient.

La force qui a provoqué ces revirements radicaux est la peur d'un danger immédiat. Des menaces plus lentes, plus diffuses, même si leur effet est probablement plus dévastateur, comme le changement climatique et la disparition de la biodiversité, ne semblent pas à même de provoquer une réaction aussi radicale.

3. Force est de constater que la résistance dépend uniquement du facteur humain.

Rien de plus fragile qu'une chaîne automatisée. Dès qu'il faut innover, adapter, dès qu'il y a une situation imprévue, il n'y a que l'ingéniosité et la conscience du travailleur qui peuvent pallier au problème. Les services essentiels, sans lesquels la crise serait autrement plus grave, reposent sur le dévouement et l'héroïsme d'hommes et de femmes : agents de propreté, travailleurs de la logistique et de la distribution, soignants...

C'est le collectif des travailleurs qui fait la prospérité et, en temps de crise, la survie de la société. Cette vérité qui était devenue indicible redevient évidente. Tout se tient et on n'est rien sans l'apport des autres. Alors qu'on serait bien en peine de trouver quel manager de l'année ou quel fonds d'investissement aura été crucial dans la crise.

4. Qui voudrait, en ces temps, vivre dans un pays sans sécurité sociale ? La sécurité sociale est essentielle.

Qui peut accepter, comme aux USA, qu'un malade hospitalisé du COVID reçoive ensuite une facture de 35.000 \$?

Et il n'est pas anodin que, chez nous, une des premières mesures de soutien du gouvernement a été d'instaurer un système de chômage temporaire pour les travailleurs indépendants, et donc d'étendre de facto significativement leur système de sécurité sociale. Cela rompt avec l'idée traditionnelle que l'indépendant se débrouille seul, et démontre que cette solidarité collective est indispensable à tous, et que la sécurité sociale en est l'expression.

Des mesures de soutien assouplies, trop et pas assez

Le gouvernement a très rapidement ouvert largement les vannes du chômage temporaire. Les procédures ont été très assouplies, de sorte que tout employeur peut actuellement mettre tous ses travailleurs en chômage temporaire, sans devoir rien justifier.

On l'a vu, cela a aussi été étendu aux indépendants avec l'extension du « droit passerelle ».

L'ONEM accepte maintenant qu'on soit mis en chômage temporaire sur base d'un contrat qui n'a pas encore commencé. Une solution similaire permet de mettre au chômage temporaire des intérimaires qui, sans pandémie, auraient été reconduits de semaine en semaine (ou de jour en jour).

Malgré cela, certains (et le plus souvent les plus précaires) passent encore à travers les mailles du filet de sécurité. L'économie informelle reste importante (alimentée notamment par la politique restrictive d'immigration qui confine dans le travail au noir tous les étrangers déboutés), et il n'y a aucune mesure de soutien pour ceux qui subsistaient grâce à l'économie informelle.

Il y a aussi certaines formes « légales » de travail qui sont oubliées des mesures de soutien :

* Les travailleurs en économie collaborative (travailleurs de plateforme) ou en « travail associatif », en application du régime de la loi De Croo (qui permet, depuis 2016, de gagner annuellement 6340g sans impôt ni cotisation sociale, mais aussi sans les protections du droit du travail et de la sécurité sociale).

* Les salariés précaires qui complètent leur revenu avec une petite activité complémentaire. Pensons au travailleur à temps partiel, qui ne gagne par exemple que la moitié du salaire minimum. S'il complète ce revenu insuffisant par une activité complémentaire de 500€

par mois, et que cette activité est suspendue à cause de la crise, il devra vivre avec un demi salaire minimum (voire 70% de cette somme déjà ridicule s'il est mis en chômage économique).

Les travailleurs les plus précaires vivent une double peine : des revenus déjà faibles et irréguliers, et être les oubliés des mesures de soutien.

Une tolérance pour les abus en col blanc

Des mesures de soutien simples devaient sans doute être prises, et les procédures devaient être assouplies pour éviter un cauchemar bureaucratique.

Mais certains employeurs peu scrupuleux ont voulu comprendre que l'Etat paierait tous leurs employés et leurs ouvriers pendant la crise, que ces derniers travaillent ou pas. Ainsi on constate que les employeurs ont souvent rempli eux-mêmes les demandes à la place des travailleurs, que certains travailleurs sont déclarés en chômage après coup, alors qu'ils ont travaillé (éventuellement sous forme de télétravail) ou qu'ils étaient malades (ce qui permet à l'employeur d'épargner le salaire garanti).

Les mesures sont indiscriminées et forfaitaires, de sorte qu'elles profitent aussi bien aux entreprises en réelle difficulté, qu'à celles qui le sont moins ou même pas du tout. Ce qui est injuste pour les uns (qui mériteraient plus) et pour les autres (qui profitent de l'aubaine).

Les tabous n'ont pas été violés

Quand on parle de « solidarité » et de « se serrer tous les coudes », c'est surtout la collectivité qui régale. Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour suspendre ou même réduire temporairement les loyers. Si les banques ont accepté de postposer le remboursement des crédits hypothécaires, il ne s'agit que de reporter les échéances à plus tard et moyennant une solide garantie financière de l'Etat. Même si l'émoi public a empêché BNP Paribas de récupérer les profits de sa filiale belge, il n'y a aucune mesure contraignante empêchant les entreprises de distribuer en dividendes leurs réserves. A ce jour il n'est pas question, en Belgique, de décider, comme au Danemark, que les entreprises qui sont présentes dans les paradis fiscaux ou qui

distribuent des dividendes, n'auront pas d'aide publique. Aucune mesure, non plus, restreignant temporairement la liberté de circulation des capitaux. Le sacro-saint « droit de propriété » n'est écorné d'aucune manière, ni sommé de contribuer à l'effort général.

Qui va payer ?

On annonce que les mesures de soutien (chômage économique, primes aux petites entreprises, allocation aux indépendants) prises par le gouvernement coûteront des dizaines de milliards. Et le gros morceau, les aides aux grandes entreprises qui menaceront de faire faillite est encore à venir. Ceci pour les dépenses. Car il y aura aussi un effet important sur les recettes (moins d'impôts encaissés).

Qui va payer la facture ? Les différentes manières de financer un déficit public sont :

- * L'endettement de l'Etat qui peut, ensuite, soit honorer ses dettes (ce qui signifie diminuer ses dépenses et donc appliquer des politiques d'austérité), soit répudier sa dette, en tout ou en partie. Perdant, dans ce cas, ceux qui ont des titres de cette dette.
- * L'inflation, qui érode la valeur de la monnaie, et touche donc ceux qui ont des économies ou des créances. Elle peut toucher aussi les revenus du travail par l'érosion des salaires (qui peut être partiellement limitée par le mécanisme d'indexation automatique des salaires, qui redevient donc un enjeu majeur)
- * La voie fiscale : augmenter les recettes en augmentant les impôts. Ceci peut se faire de différentes manières, plus ou moins socialement justes, par des prélèvements directs ou indirects, plus ou moins progressifs. Souvenons-nous qu'après les guerres mondiales, un effort supplémentaire a été demandé aux grosses fortunes : augmentation des taux sur les tranches supérieures et impôt extraordinaire¹.

Sauf un sursaut populaire fort, il faut craindre que soient renforcées les politiques d'austérité que nous dénonçons depuis des décennies. Ce sera la première bataille à mener : forcer un financement de l'Etat par la répudiation de dette, par une inflation maîtrisée mais plus importante, et surtout par une fiscalité juste, beaucoup plus progressive, portant sur



tous les revenus et sur les patrimoines, avec des taux beaucoup plus importants sur les tranches supérieures et la fin de la tolérance pour l'évasion fiscale.

Une révolution en vue ?

On a pu observer dans la semaine du 20 avril une véritable volonté du monde économique de reprendre le contrôle de la situation. Soudain se sont multipliés les appels au déconfinement, quand ce ne sont pas les déclarations unilatérales de reprise de certaines multinationales. Le gouvernement est supposé exercer l'autorité, mais ses décisions sont prémâchées. L'oligarchie, qui d'habitude préfère agir en coulisses, siffle maintenant la fin de la récréation.

D'évidence, pour cette dernière, la priorité est le « retour à la normale ». Si quelque chose peut changer, c'est à la marge (quelques filières d'approvisionnement relocalisées, un refinancement des soins de santé). Ce n'est pas au monde économique (dans leur esprit, il s'agit des propriétaires des moyens de production) à payer, ils auront, à leur goût, déjà suffisamment été affectés par la diminution de leur chiffre d'affaires.

Notre perspective est évidemment tout autre : cette crise révèle – encore une fois – les carences du système, son incapacité à résister, voire sa tendance à amplifier les problèmes. Des défis plus importants encore nous attendent : changement climatique, raréfaction des ressources, pollution, appauvrissement de la biodiversité, croissance démographique et surtout l'aspiration universelle à l'égalité des conditions de vie. Cette crise est un coup de semonce ; un retour à la « normale » n'est pas possible ; la « normale » est le problème.

Entre solution autoritaire (tous les ouvriers rentrent à l'usine au pas de l'oie) et libération, on marche sur un fil. ■

¹ Ainsi le PTB propose une taxe Corona sur les grosses fortunes

L'esprit d'Alma-Ata résonne encore

Sebastian Franco *

La santé est un fondement de la vie sociale. Ce n'est donc pas une surprise qu'elle soit au cœur des relations internationales et discutée à l'OMS, mais aussi au G20, au G7 ou encore au Forum économique Mondial de Davos (WEF) ou à l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Enjeu politique donc, mais économique également. Un seul chiffre : les dépenses en santé pèsent 10% du PIB mondial, à savoir 8.000 milliards de dollars par an !

Par conséquent, la « géopolitique de la santé » fait se côtoyer les États, les institutions et agences internationales mais aussi les entreprises multinationales, les fondations caritatives privées ou encore les ONGs et les syndicats internationaux qui, chacun, défendent leurs intérêts et proposent leur vision de la santé.

D'Alma-Ata à Washington

En 1978, la Conférence internationale d'Alma-Ata (ville kazakh alors en URSS) qui a débouché sur la Déclaration du même nom sur les soins de santé primaires¹ représente sans doute le moment le plus intéressant d'une vision progressiste de la santé depuis la création de l'OMS en 1948². En effet, Alma-Ata avancera trois concepts qui restent pertinents aujourd'hui : la détermination sociale de la santé, les soins de santé primaires et la démocratie sanitaire.

En affirmant que « l'accession au niveau de santé le plus élevé possible est un objectif social extrêmement important qui intéresse le monde entier et suppose la

participation de nombreux secteurs socioéconomiques autres que celui de la santé », la Déclaration rappelle que se sont d'abord les contextes sociaux et économiques qui définissent l'état de santé des individus et des populations³. Cette approche globale et préventive, se double donc d'un appel à la justice sociale entre pays et au sein des pays.

Les systèmes de soins primaires, proches de la population et accessibles, sont promus et doivent faire « intervenir [...] en particulier l'agriculture, l'élevage, la production alimentaire, l'industrie, l'éducation, le logement, les travaux publics et les communications [...] », exigeant « l'action coordonnée de tous ces secteurs ».

Affirmant enfin « [...] l'autoresponsabilité de la collectivité et des individus et leur participation à la planification, à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des soins de santé primaires », la Déclaration est un appel au contrôle citoyen et démocratique sur le système de santé.

La conférence d'Alma-Ata se tient au moment où le monde bascule dans l'ère néolibérale puis dans ce que l'on nommera plus tard le « Consensus de Washington⁴ ». La Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) puis de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) émergent alors comme des acteurs des politiques de santé : c'est l'époque des aides au développement conditionnées à des réformes des politiques de santé, des plans d'ajustement structurel ou encore des accords sur la propriété intellectuelle des médicaments (TRIPS) et la libéralisation des services de santé⁵.

Ce changement de paradigme, outre l'affaiblissement du droit à la santé et de l'accessibilité aux soins, renforce la puissance des intérêts commerciaux, spécialement celui des multinationales et des fondations privées qui deviennent incontournables au sein de l'OMS, affaiblissant son instance intergouvernementale – l'Assemblée générale – et orientant ses programmes au travers de partena-

riats publics-privés globaux⁶. La Fondation Bill & Melinda Gates, du fondateur de Microsoft, est ainsi le second contributeur en importance de l'Agence onusienne juste derrière les États-Unis, apportant plus de 500 millions de dollars par an⁷ !

Les « grandes » puissances sanitaires

La santé mondiale est également soumise aux logiques des principales puissances sanitaires et de leurs alliés. La Conférence d'Alma-Ata a ainsi été l'initiative du G77, groupe de pays non-alignés formé en 1968 pour promouvoir collectivement leurs intérêts au sein des instances des Nations Unies.

Anticipant l'approche d'Alma-Ata, Cuba s'est lancée dès le début des années 1970 dans la mise en place d'un système de santé gratuit et communautaire qui a donné de remarquables résultats : Cuba est le pays en « voie de développement » avec les meilleurs indicateurs de santé, approchant ou égalant ceux des pays dits « développés »⁸. Mais Cuba c'est aussi l'envoi de personnel soignant aux quatre coins du Monde (des dizaines de milliers de soignants dans près de 60 pays) et l'accès à la formation pour des milliers d'étudiants étrangers aux revenus faibles, dans son École Latino-américaine de Médecine⁹. Ce savoir-faire médical est complété par un savoir-faire technologique impressionnant si on considère les difficultés matérielles liées aux sanctions états-uniennes¹⁰.

L'Europe (Suisse incluse) et les États-Unis restent cependant les leaders dans la recherche scientifique et technologique et contrôlent une grande part de la puissante industrie médicale et pharmaceutique¹¹. Dès la fin de la Seconde guerre Mondiale, cette dernière s'est fortement développé ; le marché pharmaceutique représente aujourd'hui le troisième marché en importance après le pétrole et l'alimentation et pèse près de 1.300 milliards de dollars par an. Les systèmes de soins européens, largement publics, sont considérés comme des modèles au niveau

* Chercheur au Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA)

international, mais leur privatisation rampante depuis quelques décennies, sur le modèle états-unien, a largement affaibli leurs capacités et détérioré leur qualité.

La Chine, célèbre dans les années 1960 pour ses « médecins aux pieds nus », se positionne aujourd'hui comme nouvelle puissance de l'industrie pharmaceutique et médicale. Longtemps sous-traitante des produits des multinationales occidentales, elle développe aujourd'hui ses propres technologies et ses entreprises grandissent rapidement. L'Empire du Milieu, une nouvelle fois, représente une menace à la suprématie des géants européens et américains¹² d'autant que les Nouvelles Routes de la Soie promues par Pékin, font de la santé un domaine prioritaire de collaboration.

Un monde à reconstruire

De cette crise sans précédents, les états occidentaux sortent politiquement affaiblis – notamment par la difficulté à gérer la crise, le manque de solidarité européenne ou le recul des États-Unis au sein de l'OMS. La Chine, malgré les échecs du début d'épidémie¹³, semble en meilleure posture¹⁴. Cuba a quant à elle une nouvelle fois démontré sa capacité à jouer dans la cour des « grands » lorsqu'il s'agit de santé.

Mais 40 ans de néolibéralisme ont rendu l'industrie pharmaceutique plus puissante que jamais et ont donné un rôle démesuré aux fondations privées, dont les actions sont loin d'être désintéressées¹⁵. Mais surtout, 40 ans de globalisation faite de libéralisations et de privatisations laissent une société vulnérable aux épidémies et privée des outils collectifs à même de répondre efficacement et socialement aux enjeux globaux de santé.

La marchandisation de la plupart des aspects de la santé qui a réduit celle-ci à un bien – le capital santé – auquel il faudrait répondre par des pratiques purement curatives et centrées sur l'individu évacue le fait que la santé est surtout une affaire collective. Cette même logique commerciale, dirige la recherche

scientifique vers l'impératif de rentabilité des grands groupes industriels au détriment des nécessités, surtout des plus pauvres. En effet, chaque année, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants

meurent de maladies évitables. C'est vrai dans le Sud, mais aussi dans le Nord où des millions de foyers doivent repousser des soins faute de moyens.

À n'en pas douter, l'après Covid-19 donnera une nouvelle dimension aux enjeux globaux de santé : les acteurs les plus puissants en feront un domaine d'affrontement tandis que les populations y seront plus attentives. Il y a 40 ans, la Conférence d'Alma-Ata nous a légué les outils sur lesquels construire nos propositions pour un véritable droit à la santé. À nous de faire vivre son esprit et ainsi, engager la bataille des idées ! ■



Au Venezuela, Trump perd la tête !

Le Ministre de la Justice des États-Unis, William P. Barr, a une feuille de services peu reluisante. Proche des néoconservateurs, il avait sévi sous le Président Bush (fils) et s'était fait remarquer par ses directives inhumaines envers les migrants en même temps que par la douceur de celles qui pouvaient atteindre les grands possédants et les hommes du pouvoir.

C'est lui qui, ce 26 mars, décida d'inculper le Président élu du Venezuela Nicolas Maduro de « trafic de drogue ». Il l'accuse d'avoir fait introduire sur le territoire américain des tonnes de cocaïne et ce, inutile de vous le dire, sans présenter la moindre des preuves. Pour mieux illustrer ses délires, Barr annonce une récompense de 15 millions de dollars pour toute information permettant de l'arrêter. Il faut dire que, sur le plan légal, il est tout simplement impossible qu'un pays quelconque, peu importe son statut, puisse inculper le président d'un autre pays.

Dans le cirque américain la solution n'est pas si compliquée car ils ont décidé que le Président du Venezuela n'est pas Nicolas Maduro, pourtant élu par ses concitoyens, mais Juan Guaidó, ce jeune serviteur du Pentagone. Donc, Maduro n'est plus président, c'est un simple citoyen (narco trafiquant en plus), ils reproduisent ainsi ce qu'en 1989, le président Bush (père) avait fait avec le président du Panama, Manuel Noriega opportunément, lui aussi, non reconnu en tant que tel par l'administration américaine.

La grossièreté de l'opération se dévoile lorsque quelques jours après la « sentence » du juge américain une tentative d'incursion armée, démantelée par les services de sécurité vénézuéliens, eut lieu sur les côtes caribéennes du pays par un commando dûment équipé qui venait de Colombie, le pays latino-américain le plus soumis aux États-Unis. Commando dont on a appris qu'il avait été préparé par l'entreprise de sécurité privée « Silvercorp USA » habituellement au service des opérations militaires du Ministère de la Défense américain et dont le patron, Jordan Goudreau, ancien 'béret vert' ayant servi en Irak et Afghanistan, avait rencontré Juan Guaidó à la Maison Blanche lors de la dernière visite de ce dernier à son mentor Donald Trump... VC.

- 1 https://www.who.int/topics/primary_health_care/alma_ata_declaration/fr/
- 2 https://www.cetim.ch/control-des-epidemies-loms-avait-la-solution-il-y-a-40-ans/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=control-des-epidemies-loms-avait-la-solution-il-y-a-40-ans
- 3 « The struggle for Health : an emancipatory approach in the era of neoliberal globalization » disponible sur <https://www.rosalux.eu/en/article/1228.the-struggle-for-health.html>
- 4 https://fr.wikipedia.org/wiki/Consensus_de_Washington
- 5 Pour approfondir voir « The struggle for Health : an emancipatory approach in the era of neoliberal globalization » disponible sur <https://www.rosalux.eu/en/article/1228.the-struggle-for-health.html>
- 6 [https://www.who.int/bulletin/archives/78\(5\)699.pdf](https://www.who.int/bulletin/archives/78(5)699.pdf)
- 7 <http://open.who.int/2018-19/contributors/contributor>
- 8 <https://www.who.int/countries/cub/en/>
- 9 <https://instituciones.sld.cu/elam/>
- 10 Cuba et la Chine disposent depuis 2003 d'une entreprise en joint-venture pour la production de médicaments (notamment l'Interferon Alpha 2B utilisé contre le Covid-19) en collaboration avec le Centre d'Ingénierie Génétique et Biotechnologique de Cuba (<https://www.cigb.edu.cu/es/>)
- 11 Voir le dossier du Gresea « Business Santé : cartographie des trusts de la pharma » par Henri Houben, 2012 disponible sur <http://www.gresea.be/Business-sante>
- 12 Voir « Chine : (re)naissance d'une puissance sanitaire » disponible sur <http://www.gresea.be/Chine-re-naissance-d-une-puissance-sanitaire>
- 13 <https://www.nytimes.com/2020/03/29/world/asia/coronavirus-china.html>
- 14 « Chine : (re)naissance d'une puissance sanitaire » disponible sur <http://www.gresea.be/Chine-re-naissance-d-une-puissance-sanitaire>
- 15 <https://nonprofitquarterly.org/is-the-gates-foundation-out-of-control/>

Le COVID-19 : au-delà du seul volet scientifique

Dr. Badia BENJELLOUN, Médecin, immunologiste allergologue

Le 16 décembre 2019 un ophtalmologiste de l'hôpital de Wuhan, décédé depuis, fut le premier à repérer et à informer ses collègues, à propos de cas de pneumonies d'origine inconnue. Quelques jours après, le 30 décembre 2019, la responsable des urgences de cet hôpital donna l'alerte au Département du contrôle des maladies infectieuses. Le lendemain, le gouvernement chinois, après avoir publié les données scientifiques y afférentes, fit le signalement de la situation à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En parallèle, les autorités décidèrent le premier janvier la fermeture du marché en gros de poissons de la ville de Wuhan car on avait établi que la plupart des patients l'avaient fréquenté.

Le 7 janvier, l'agent pathogène a été isolé et identifié. Son séquençage est mis à la disposition de la communauté scientifique dès le 12 janvier. Sa transmission interhumaine est confirmée le 20 janvier. Le bilan humain ne cessant de s'alourdir, la province de Hubei est mise en état de quarantaine le 23 janvier. Le 30, devant une forte progression de nouveaux cas, l'OMS déclare une urgence sanitaire de portée internationale. Le traçage du virus par ses mutations fait remonter de manière rétrospective au 17 novembre le cas le plus ancien.

Cette brève chronologie restitue le contexte réel de l'épidémie. Elle apporte la preuve que le gouvernement chinois a publié ses données avec une relative célé-

rité. Une épidémie ce n'est pas seulement l'avènement d'agent pathogène, c'est la prise en charge sociale et donc politique d'une maladie transmissible. Le Sars-CoV-2 (COVID-19 suite au code attribué par l'OMS), est très contagieux, il parasite l'homme par des formes peu symptomatiques dans une proportion située entre 50 et 80%. Moins létal que les coronavirus de 2003 et de 2012, il occasionne plus de décès, car il est davantage propagé par ses porteurs asymptomatiques.

L'origine de l'épidémie

Les spécialistes sont unanimes, elle est d'origine animale. Le COVID-19 a pu résulter d'une hybridation entre deux virus distincts, modalité constatée parmi les coronavirus de la chauve-souris. L'autre possibilité est que le virus ait évolué longtemps chez l'hôte intermédiaire (c'est chez le pangolin qu'a été retrouvé un coronavirus présentant une séquence proche du COVID-19), ou chez l'homme de manière silencieuse ou bénigne.

Le changement du climat met en péril l'habitat de la faune. Sécheresses, inondations, incendies de forêts mettent en contact l'homme avec des animaux sauvages. L'homme empiète sur les espaces animaux pour se nourrir et habiter, favorisant le transfert des virus animaux à l'homme. Les insectes, vecteurs de 17% des maladies infectieuses, élargissent leur aire géographique et généreront de nouvelles maladies. L'humanité s'expose à des pandémies émergentes pendant que les systèmes de santé deviennent défaillants.

Voies thérapeutiques

À l'heure actuelle, nous ne disposons pas de médicaments spécifiques pour le COVID-19. Aucun vaccin ne verra le jour avant un an mais la biologie du virus permet d'orienter la recherche thérapeutique. La réplication virale peut se contrarier en offrant à l'enzyme des métabolites 'leurre' qui piègent le virus, (voie mise au point dès 1957 pour traiter le cancer). On dispose également de molécules suscep-

tibles de perturber la formation de l'enzyme de réplication virale. Des anticorps dirigés contre la pointe qui fixe le virus aux cellules empêchent l'infection. Leur transfert depuis le plasma d'un patient guéri est difficile à généraliser. Leur fabrication par des cellules végétales où sont insérés des gènes qui commandent leur synthèse est tentée.

La fusion du manteau viral avec la membrane de l'hôte qui permet la pénétration du virus peut s'entraver par un inhibiteur. Déjà disponible, il semble prometteur.

La chloroquine si promotionnée par le Dr. Raoult, élève le pH des vacuoles et contrarie la fonction des enzymes nécessaires à la multiplication virale. Les études en cours sont peu concluantes. Les Interférons, une famille de molécules qui déclenchent une réponse rapide de l'immunité innée, sont produites en cas d'anomalie métabolique identifiée. L'Interféron bêta 2, produit à Cuba, a donné de bons résultats en cultures cellulaires contre le COVID-19. Un screening intensif des molécules déjà existantes est mené.

L'industrie pharmaceutique laissée aux mains du secteur privé innove peu, elle consacre plus de moyens à la publicité qu'à la recherche. Sa vocation est de trouver des niches très profitables, pas de servir la santé publique.

Le traitement social

Il reste donc les mesures sociales pour limiter la propagation virale. La distanciation physique, le port des masques, le diagnostic de toute personne suspecte et en cas de positivité une enquête virologique de ses contacts, la mise en quarantaine des personnes contagieuses en font partie. Plusieurs conditions sont nécessaires pour ce programme : en plus d'une volonté de garantir au mieux la

*L'avenir, ce
qui va arri
que nous
aujourd'*

santé pour tous, il faut à l'appareil politique la capacité d'apprécier la situation et d'adopter des contraintes d'un coût économique important. Les pays asiatiques qui ont appris de l'épidémie du SARS-CoV de 2002-2003 ont réalisé qu'en cas de diffusion non contrôlée du virus, le petit nombre initial se multipliera de façon exponentielle.

Un monde de contrastes

Le Vietnam pauvre en outils de diagnostic, a fermé très tôt ses frontières. Il a pratiqué une surveillance stricte des porteurs potentiels et de leurs contacts.

Médecins retraités, étudiants en médecine ont été réquisitionnés. Le port des masques a été généralisé. L'action gouvernementale transparente, ayant une adhésion populaire, a permis que le pays ne compte aucune mort du COVID-19 et qu'il recense moins de 300 cas dont la majorité est guérie.

La Corée du Sud, sous occupation militaire étasunienne, a mobilisé sa bourgeoisie nationale pour produire en 10 jours des tests de qualité et dépister les porteurs pour les isoler. Port de masques généralisé et quarantaines ont limité l'épidémie. A l'opposé, le dilettantisme des démocraties occidentales leur ont fait mépriser les signes venant d'Asie. La suffisance euro-centrée de certains conseillers scientifiques comme en France ont fait le reste. L'Allemagne, fournisseur traditionnel de machines-outils et dominant le secteur de la chimie depuis bien avant la seconde guerre mondiale, fabrique ses masques et produit ses tests. Elle affiche le plus faible taux de contamination et de décès en conservant un minimum d'activité économique. Pragmatiques, les dirigeants ont épargné les vies des travailleurs car sans eux, pas de profit et pas de consommateurs.

Parmi les pays désindustrialisés de l'Union européenne, la France rationne les masques respiratoires et les tests de diagnostic et manque de ventilateurs. Elle est moins dotée que le Maroc, où une bourgeoisie industrielle est antagoniste de la fraction compradore, prédatrice et

rentière. En France, les unités de production résiduelles n'ont pas été incitées à en produire. Le confinement a été décidé avec un retard coupable. Non accompagné d'allocation de ressources pour les plus les démunis, il ne peut être qu'un échec.

Les frontières n'ont pas été fermées à temps en raison du poids du tourisme et des services dans le PIB. Alors que perdurent les pénuries, les gouvernements projettent un dé-confinement pour satisfaire le patronat et la finance internationale. Ces défaillances sont aggravées par une santé publique détruite par des politiques forcenées d'austérité. En France, près de 70 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés en 15 ans en raison de l'application forcenée de l'austérité recommandée par les instances supranationales de l'UE, interprètes des institutions financières à l'origine de la crise de 2007-2008.

La paralysie de l'économie mondiale.

Les ravages dus à l'arrêt de la production et de la circulation des marchandises sont plus fortement ressentis dans les pays capitalistes les plus avancés. En quelques semaines de confinement, les USA, vaisseau amiral du capitalisme globalisé, enregistrent une explosion de demandeurs d'emplois, 23 millions de chômeurs à la fin-avril. Leur économie fondée sur un système de dettes empilées, celle des ménages, des entreprises et la dette publique fédérale, est en cours d'effondrement.

La pandémie est venue s'inscrire dans une récession mondiale qui ne disait pas son nom. Le FMI, en général peu alarmiste, s'inquiétait de la croissance nulle de l'Allemagne en 2019 et de la chute des échanges commerciaux internationaux. Le capitalisme vit une situation de « crise » permanente depuis une vingtaine d'années. Sa composante financière est hypertrophiée. Il subsiste grâce à un déploiement et à des budgets militaires colossaux, à des destructions continues et à un renflouement permanent par les Banques Centrales des pays occidentaux. La mise à l'arrêt d'une majorité de travailleurs est en train de dissoudre le tissu des petites entreprises, socle de l'économie réelle, les moins soutenues par les fonds d'aide. L'argent imprimé va aux "too big

to fail". La division internationale du travail commandée par l'impératif de produire à moindre coût a bien montré qu'une rupture en l'un de ses points, paralyse toute la chaîne.

Les restructurations en cours

La pandémie est en train de remettre en cause le privilège exorbitant des États-Unis qui font du dollar la monnaie de réserve et d'échange international. Le pétrodollar se noie dans une surproduction d'hydrocarbures en raison d'une baisse de la demande liée à la récession et du maintien d'une offre excessive motivée par une guerre entre producteurs. La dette publique étasunienne, très gonflée par les interventions de la FED, n'est plus considérée comme valeur refuge. De plus en plus, les pays échangent dans leurs monnaies locales. Le modèle étasunien de l'extraction des hydrocarbures schisteux est le prototype d'artefacts non viables soutenus par la libéralité des banques et la politique de la canonnière étasunienne.

À coup sûr, l'économie mondiale va se structurer différemment et ce sera en faveur des pays asiatiques, socle mondial de la production des marchandises. Avant même que les économies ne se relèvent- en se relocalisant- les travailleurs refusent l'idée que gagner sa vie équivaut à se risquer à mourir en s'exposant à un virus qu'on ne sait pas traiter. Par leurs luttes, ils recomposent le monde. En France, des victoires ont été remportées contre Amazon, La Poste, la SNCF et la RATP, les sociétés des Chemins de fer et du métro là où les salariés imposent les droits de retrait. Les fonctionnaires de l'Education nationale refusent d'obtempérer à l'injonction de la réouverture des classes tant que la sécurité des employés et des élèves n'est pas garantie. La sauvegarde de la santé, de la vie est devenu un mot d'ordre révolutionnaire. Les populations sans ressources et pénalisées par une application répressive du confinement se livrent ici et là à des émeutes. De plus en plus, les citoyens et les travailleurs ont recours à une forme inédite de lutte, le recours à la justice pour mettre en accusation le personnel politique ou leurs employeurs pour mise en danger la vie d'autrui.

L'avenir, ce n'est pas ce qui va arriver, c'est ce que nous préparons aujourd'hui. ■

TELETRAVAIL

Libération ou servitude volontaire ?

Bernard Lefèvre

La crise du Covid-19 a provoqué l'explosion du télétravail. Celui-ci avait déjà le vent en poupe, dans la mesure où il pouvait répondre à la fois à des attentes des travailleurs (conciliation vie privé-vie professionnelle, mobilité) et à des intérêts patronaux (Gain de temps, diminution des coûts fixes relatifs aux espaces de travail). Le travail à distance, tel que contraint par la situation exceptionnelle que nous subissons, laisse cependant apparaître des inconvénients et des risques pour le monde du travail, dont il faudra tenir compte quand les difficultés du moment seront derrière nous.

Chambrelans, canuts, couturières ...

"Le marchand détrousse le chambrelan, le chambrelan détrousse l'ouvrier et l'ouvrier meurt de faim". P. Borel, 1833.

Le travail à domicile est loin d'être une innovation économique et sociale. Au XIX^e siècle, les chambrelans étaient des ouvriers « travaillant en chambre », dépendant d'un donneur d'ordre, ne disposant d'aucun statut ni droits et faisant concurrence déloyale aux ouvriers d'industrie.

À la suite de la révolte des canuts de Lyon, des métiers à tisser furent transférés des usines en milieu rural par les patrons. Le travail effectué par les paysans constituait pour eux un complément aux revenus de la terre, souvent aléatoires et insuffisants. Et pour les donneurs d'ordre, cette dispersion des tâches leur évitait les risques d'organisation des travailleurs et de rébellion.

Question de genre

Outre cette division territoriale du travail, le travail à domicile, plus particulièrement dans l'industrie textile, concernait en majorité des femmes, lesquelles constituaient non seulement une variable d'ajustement en cas de demande irrégulière, mais aussi un salaire d'appoint permettant le maintien d'un bas salaire pour les chefs de famille.

Révolution industrielle et concentration de la production

Avec l'évolution des technologies et la mécanisation massive des outils de production, la concentration des travailleurs devint inévitable, avec pour conséquence la possibilité de s'organiser et de conquérir des droits nouveaux. Dans ce contexte, le travail salarié à domicile fondit comme beurre au soleil.

C'est de là que naquirent le mouvement ouvrier, les mutuelles et les syndicats, la conquête du suffrage universel, l'abolition du travail des enfants ...

La résurgence du travail à domicile

La tertiarisation de l'économie, le développement de l'informatisation et la miniaturisation des outils de travail allaient permettre, à partir de la fin du XX^e siècle, d'envisager un retour à un mode de travail décentralisé, appelé dès lors télétravail.

Plusieurs raisons incitaient à cette évolution :

- Les charges immobilières, toujours plus élevées, surtout dans les grandes villes, qui poussèrent les employeurs à optimiser leur surface de travail utile ;
- Les problèmes de mobilité vécus chaque jour par les travailleurs pour accéder à leur lieu de travail, provoquant stress, perte de temps et d'efficacité, désorganisation, etc. ;

- Les attentes des travailleurs quant à une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle, ce qui rompait avec la mentalité « Métro-Boulot-Dodo » des générations précédentes.



Un bouclier antisindical

Les employeurs y virent également et fort opportunément un instrument fort utile pour contrecarrer toute velléité de grève. En permettant à un maximum de travailleurs de conserver leur salaire en travaillant à domicile, ils déforçaient considérablement le clan des grévistes et surtout rendaient inutiles les piquets de grève. À plus d'un siècle et demi de distance, il s'agit de la même stratégie que celle des employeurs des canuts de Lyon...

En outre, il devient de plus en plus compliqué pour les représentants du personnel de garder un contact direct et efficace avec les travailleurs dans un contexte de télétravail généralisé. Il y a donc nécessité pour eux de limiter autant que faire se peut ce mode de division du travail et de s'adapter à cette nouvelle donne, afin d'éviter la déconnexion avec la base.

À événement exceptionnel ...

La crise du « Covid-19 », avec les mesures de confinement qui y sont liées, a poussé la plupart des entreprises qui en avaient la possibilité et l'intérêt, à recourir, de façon massive et précipitée, au télétravail.

Pour certains travailleurs, le fait de pouvoir conserver leur activité et leur pouvoir d'achat pendant cette période de confinement, constitue un avantage, par rapport à d'autres qui sont mis en chômage, partiel ou complet.

En revanche, pour d'autres, le fait de devoir travailler à domicile, en partageant son espace vital avec conjoint et/ou enfants est loin d'être une sinécure.

Si tout le monde n'est pas égal devant le travail, il en va de même en ce qui concerne le télétravail. La qualité et la quantité du travail en pâtit, avec pour corollaire le plus souvent l'incompréhension voire les reproches de la hiérarchie quant à la baisse de productivité.

Du bien-être au mal-être

Ce télétravail contraint et persistant peut provoquer alors chez le travailleur une angoisse, une perte d'estime de soi, une culpabilisation qui risquent de le conduire à la dépression ou au burn-out.

Les risques psychosociaux relatifs au télétravail devront être pris en compte lors de la reprise des activités, car certains travailleurs reviendront au travail avec des séquelles liées à cette expérience inédite pour beaucoup.

L'après-Covid-19

Comme déjà pressenti ci-dessus, les organisations syndicales devront tirer tous les enseignements de cette

période exceptionnelle pour être en mesure de répondre à leurs différentes missions, dans un contexte changeant.

Les recettes et méthodes du passé, si elles ne sont pas toutes à jeter aux orties, doivent être revues voire adaptées, afin de demeurer au côté des travailleurs, allocataires sociaux et citoyens qui vivront pour un moment encore, même au sortir de la crise, des périodes pénibles.

En ce qui concerne le télétravail, nous pensons que, dans l'intérêt des travailleurs, il devrait rester occasionnel et ne pas dépasser un jour (deux pour des cas particuliers) par semaine. Il est essentiel de garder une cohésion et des relations humaines au sein de toute organisation du travail.

En outre, le fait de pouvoir externaliser complètement, par le télétravail, certaines tâches, risque de se retourner contre le travailleur. Pourquoi resterait-il alors salarié ?

Le statut indépendant serait plus favorable à l'employeur. Pourquoi ne pas sous-traiter ces tâches, au moins offrant ? Aux États-Unis, certains travaux de traduction sont proposés aux enchères sur Internet et c'est celui qui propose le prix le plus bas qui hérite du travail.

Nous voici alors revenus au temps des chambrelans... Que notre vigilance et notre capacité réagir nous en préservent. ■

Diane s'en est allée



Et la voilà partie en toute discrétion. Quel engagement, quelle foi, quelle magnifique compagne pour toutes celles et ceux qui ont bénéficié de son accueil et de ses services.

Diane discrète. Diane protestante, tolérante, amoureuse. Diane militante pour la justice, le développement, la paix, la solidarité.

Diane forte et fière de ses choix religieux et très à l'aise avec les mécréants de l'ULB/VUB, de la FGTB et du parti communiste.

Diane vivant en communauté mais pas seulement car elle était aussi femme du monde : celui de ses voyages en Amérique Latine et au Maroc, celui des étudiants étrangers, des réfugiés, celui d'OXFAM et des Magasins du Monde, celui du Tribunal Russell pour l'Amérique Latine, du CNUCH, du Collarch, du CNCD, du Forum Nord Sud...

Chère, très chère Diane, quel magnifique parcours tu as réalisé. Tu nous manques déjà.

Texte d'adieux que Pierre Galand nous a fait parvenir en hommage à Diane de Wouters que sûrement certains de nos lecteurs ont connue parce qu'elle était, pendant des longues années, de toutes les batailles solidaires.

Le DR s'associe de tout cœur à cet hommage.

Cécile Rol-Tanguy

Sa vie ne fut pas un long fleuve tranquille. Pour se marier, elle dut, en 1939, attendre le retour de son fiancé Henry parti en Espagne pour rejoindre les Brigades internationales dans leur combat contre le fascisme franquiste; où il fut blessé lors de la fameuse bataille de l'Ebre. Son père, ouvrier communiste et résistant, était aussi parti, mais forcé, au camps de concentration d'Auschwitz d'où il n'est jamais revenu. Elle s'engagea à fond à côté de son mari dans la lutte contre l'occupation. Ce dernier, particulièrement doué dans le domaine de la lutte armée fut nommé, par le Parti communiste français, responsable principal de l'organisation de l'insurrection populaire parisienne. Des centaines de barricades furent érigées dans la ville avec la participation de dizaines de milliers de militantes. C'est Cécile qui tapa à la machine la proclamation appelant la population à s'insurger: « Aux patriotes aptes à porter des armes. (...) La France vous appelle ! Aux armes, citoyens ! ». Des armes qu'elle avait d'ailleurs l'habitude de porter dans son cabas cachées par poireaux et choux-fleurs. Cécile a eu l'élégance de partir à 101 ans, précisément ce 8 mai.

La solidarité internationale face au COVID-19

Marie Rampen

La pandémie du COVID-19 a engendré des situations de crise dans de nombreux pays du monde et a poussé certains d'entre eux à adopter une philosophie du « chacun pour soi » et à se lancer dans une concurrence acharnée pour se fournir en masques et autre matériel médical.

Cependant, d'autres nations, en plus de lutter contre le virus sur leur propre territoire, n'hésitent pas à faire preuve de solidarité et à aider les pays plus vulnérables.

Secours international pour l'Italie

L'Italie, l'un des pays les plus sévèrement touchés par l'épidémie, a rapidement trouvé l'aide proposée par l'Union Européenne insuffisante. L'Allemagne et la France ont bien accepté de prendre en charge quelques dizaines de patients parmi les milliers de cas que comptait alors l'Italie ; mais dans le même temps, l'Allemagne s'est opposée à toute idée de mutualisation de la dette. La seule réponse à venir des institutions de l'UE a été celle de la Banque Centrale, qui a annoncé la mise en place d'un nouveau programme d'achat d'actifs destiné à atténuer les risques qui pèsent sur la zone euro en cette période de crise.

Face à cette réaction européenne centrée sur le sauvetage de l'économie et freinée par les mésententes, Giuseppe Conte s'est alors tourné vers la Russie, avec laquelle son pays avait maintenu de bonnes relations, et a demandé l'aide de Vladimir Poutine lors d'une conversation téléphonique entre les deux leaders. L'armée russe a répondu à cette requête par l'envoi de matériel médical et de médecins expérimentés

dans la gestion des épidémies. Les grands médias occidentaux se sont empressés de présenter l'aide apportée par la Russie comme une intrusion sur le territoire de l'OTAN et comme une manœuvre de propagande destinée à semer la discorde entre les membres de l'UE.

La Chine, qui a également envoyé des équipes médicales et une importante quantité de matériel en Italie, a subi le même traitement médiatique, en plus d'être accusée de chercher à redorer son image après avoir été le pays d'origine du virus. Les médias grand public ont également relayé des rumeurs selon lesquelles la vaste majorité du matériel envoyé par la Chine et la Russie était inutilisable. Les critiques se font d'autant plus acerbes que la Chine et la Russie ne limitent pas leurs gestes de solidarité à l'Italie, mais sont également venues à l'aide d'autres nations comme l'Espagne, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, les Pays-Bas, la Palestine, l'Iran (qui avait auparavant aidé la Chine par l'envoi de masques) ou encore la Corée du Nord.

Les officiels italiens ont cependant rejeté ces critiques et exprimé leur gratitude envers les deux pays. Le 16 mars, Giuseppe Conte s'est adressé à Xi Jinping et a, selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères chinois, remercié la Chine pour « avoir fourni un soutien précieux à l'Italie dans une période difficile ». Le représentant italien auprès de l'UE Maurizio Massari a quant à lui déploré le manque de coordination européenne et rappelé que c'est la Chine, et non l'UE, qui a répondu aux appels à l'aide lancés par son pays. Le 26 mars, l'ambassadeur de l'Italie à Moscou Pasquale Terracciano a « remercié de tout cœur la Fédération de Russie qui a mis à disposition d'innombrables avions militaires avec plus de 100 médecins et infirmiers [...] et des équipements sanitaires, y compris 620 ventilateurs indispensables à ce stade de l'épidémie ». Attilio Fontana, le président de la Lom-

bardie, la région d'Italie la plus touchée par le virus, a démenti les propos suggérant un manque de qualité du matériel livré. Enfin, Oliviero Valoti, médecin en chef d'un des hôpitaux de Bergame, a souligné « le travail extrêmement efficace et irréprochable » du personnel soignant russe.

Cuba fidèle à sa réputation

L'Italie a également reçu une aide importante de la part de Cuba. Ce 14 avril, le ministre des Affaires étrangères italien Luigi Di Maio a exprimé sur Twitter ses remerciements envers Cuba et a salué l'arrivée d'une deuxième brigade composée de plus de 30 médecins et infirmiers, qui ont rejoint les 53 experts cubains déjà sur place depuis fin mars. Ces derniers ont manifesté leur gratitude pour les témoignages répétés de reconnaissance et d'affection reçus depuis leur arrivée, et ont tenu à souligner les bonnes relations qu'ils entretiennent avec leurs collègues italiens.

Outre en Italie, l'île réputée pour son personnel médical de qualité est également active dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le Brésil, qui en novembre 2018 avait poussé Cuba à mettre un terme à sa participation au programme « Mais Médicos » mis en place par le gouvernement de Dilma Rousseff et à rappeler ses médecins, a fait volte-face : parmi les mesures prises pour renforcer le personnel médical du pays, l'une d'entre elles décrète que les médecins cubains qui résident encore au Brésil – jusqu'alors sans pouvoir pratiquer leur profession – auront à nouveau le droit d'exercer, et ce sans qu'il soit conclu d'accord avec le gouvernement cubain.

Les autres pays de la région reçoivent, tout comme l'Italie, un soutien officiel de Cuba via des missions organisées par le gouvernement. C'est par exemple le cas du Venezuela, l'un des pays où travaille le plus grand nombre de médecins cubains, et qui a accueilli en mars dernier une commission spéciale du Ministère de la Santé publique cubain afin

« d'évaluer le niveau de préparation et de protection des volontaires [...] pour la protection du peuple vénézuélien ». Le 8 avril, un groupe de médecins cubains est arrivé au Mexique à la demande du président Andrés Manuel López Obrador afin de partager leur expérience dans la gestion d'urgences sanitaires. Le 19 avril, le ministre de la Santé argentin Ginés González García a déclaré que son pays recevrait un soutien de Cuba via l'envoi d'environ 200 médecins ; cette annonce a suscité des réactions très négatives de la part de l'opposition argentine, qui s'est insurgée contre la venue des « médecins / espions / shérifs cubains », selon l'expression de Laura Alonso, ancienne directrice du Bureau anticorruption sous Mauricio Macri.

Même le Royaume-Uni a tiré avantage de la solidarité cubaine. Fin mars, un bateau de croisière britannique avec au moins 5 passagers infectés à bord errait dans les Caraïbes depuis plus d'une semaine à la recherche d'un port qui l'autoriserait à accoster. Après les refus des Bahamas, de la Barbade – deux Royaumes du Commonwealth – et des États-Unis, il a finalement pu s'amarrer à La Havane et débarquer ses 682 passagers qui se sont envolés pour le Royaume-Uni. En conséquence, 43 travailleurs cubains se sont vus obligés de s'isoler pendant deux semaines à la suite de leurs contacts avec les passagers. Lors d'une réunion de la Chambre des communes, le secrétaire aux Affaires étrangères Dominic Raab a déclaré avoir appelé son homologue cubain pour lui exprimer sa gratitude « pour la rapide exécution de l'opération ». Dans une lettre officielle, l'ambassadeur britannique à Cuba dit « avoir constaté les nombreuses qualités du peuple cubain, leurs principes humanitaires, bonté et dévotion ».

L'attitude du Royaume-Uni contraste fortement avec celle des États-Unis qui se montrent critiques des actions entreprises par Cuba pour secourir la communauté internationale. L'ambassade des États-Unis à Cuba a affirmé sur son compte Twitter que « Cuba propose des missions médicales internationales dans le seul but de récupérer l'argent perdu par les pays qui abandonnent ce programme abusif ». Ce message reprend l'idée, largement employée dans les discours de Washington, que la

politique de coopération médicale internationale de Cuba s'apparente à de l'esclavage. En réponse à ces propos, le président cubain Miguel Díaz-Canel a affirmé que le programme de son pays



Arrivée de l'aide médicale russe en Italie

relevait d'une « norme morale élevée », tandis que son ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez Parrilla déclarait que « la réponse étasunienne au COVID-19 a été politiquement calculée et opportuniste » et que les États-Unis étaient désormais « l'épicentre [de la pandémie] et mettaient en danger des millions de personnes ».

Appels à la levée des sanctions

De plus, Cuba a joint sa voix à celles de la Russie et de la Chine pour exiger la suspension des sanctions qui entravent la lutte contre la pandémie. Le 13 avril, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est entretenu avec son homologue cubain ; selon un communiqué du Kremlin, les deux ministres « ont insisté sur la nécessité de lever toutes les sanctions unilatérales contraires au droit international et ont réitéré leur intention de présenter à l'ONU un front uni à ce sujet ».

Quelques jours plus tôt, le représentant permanent de la Chine aux Nations Unies Zhang Jun avait déclaré : « Nous sommes gravement préoccupés par l'impact négatif des sanctions unilatérales qui pèsent sur la capacité des nations à réagir à la pandémie, particulièrement des nations vulnérables telles que la Syrie. »

Ces revendications font écho aux propos émis le 24 mars par Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme : « En cette période cruciale, à la fois pour des rai-

sons de santé publique mondiale et pour défendre les droits et les vies de millions de personnes dans ces pays [soumis aux sanctions], les sanctions sectorielles doivent être allégées ou suspendues. [...] Les obstacles à l'import d'équipements médicaux vitaux, y compris le respect hyper-zélé des sanctions par les banques, engendrera des effets néfastes et durables pour les communautés vulnérables. »

Washington s'est cependant opposé à toute levée des sanctions, une attitude d'autant plus hypocrite que les États-Unis ont eux-mêmes bénéficié de l'aide de la Russie, qui fin mars leur avait envoyé un avion rempli de matériel médical. En réponse, Donald Trump a annoncé mi-avril sa disposition à aider à son tour la Russie si nécessaire.

En plus de provoquer une levée de boucliers dans les milieux anti-Trump, qui y voient la preuve de la prétendue connivence entre Trump et Poutine, ces démonstrations de solidarité ont rendu perplexes les observateurs plus neutres : la Russie compte-t-elle sur une amélioration des relations avec les États-Unis dans le monde post-COVID ? En tout cas, si ces actions semblent étranges d'un point de vue géopolitique, elles n'en demeurent pas moins louables sur le plan humain. ■

Soutenons les lanceurs d'alerte : nous en avons besoin !

Marie France Deprez

Lanceurs d'alerte, que signifie exactement ce terme ? Qui sont ces personnes, certaines connues du grand public, d'autres restées dans l'anonymat mais dont la vie a, trop souvent, été détruite pour avoir osé parler ? C'est leur position dans une entreprise, une administration qui les met un jour face à une responsabilité, un choix, celui de taire ou de dénoncer une situation dont ils ou elles sont témoins, qui pourrait nuire à l'intérêt de ces entreprises et de ces administrations mais servirait l'intérêt public. C'est ainsi que, sans les lanceurs d'alerte, beaucoup de crimes d'Etat, de malversations financières, de scandales écologiques ou sanitaires resteraient de sales secrets.

En principe, les personnes travaillant dans une entreprise ou une organisation si elles découvrent un dysfonctionnement ne sont pas censées le révéler à l'extérieur, elles doivent en rendre compte en interne. Mais les lanceurs d'alerte enfreignent ces règles, souvent parce que cette première étape de dénonciation interne ne mène à rien et qu'il faut passer à une étape suivante et révéler à l'extérieur ce qui n'est pas entendu en interne. Ce qu'ils font ainsi obéit à une loyauté envers quelque chose de très important : leur conscience, la vérité et la solidarité. Ce courage les mène souvent à être licenciés, traînés devant les tribunaux et parfois emprisonnés.

Chelsea Manning vient de sortir de prison et sans la solidarité internationale, elle devrait faire face à une amende de plus de 250.000 \$, alors qu'elle a déjà tout perdu. C'est grâce à elle que nous avons connu des crimes de guerre commis par l'armée des États-Unis en Afghanistan et en Irak. Analyste dans

l'armée, elle avait eu connaissance de nombreux documents que, répondant à sa conscience, elle avait placés sur la plateforme WikiLeaks, pensant que si tout le monde était au courant, les choses changeraient. Elle a été condamnée pour trahison, les criminels jamais poursuivis.

Edward Snowden est réfugié en Russie. Ancien employé de la NSA et de la CIA, en 2013, il a révélé que la NSA recueillait des informations à travers la surveillance généralisée d'internet et des téléphones portables. Il a été accusé d'espionnage et ce n'est que de justesse qu'il a évité l'arrestation par l'administration américaine et finalement obtenu un asile temporaire en Russie.

Il existe aussi des lanceurs d'alerte dans le domaine de la finance, de la santé, de l'environnement.

Stéphanie Gibaud travaillait au siège de Paris de la banque suisse UBS, elle a découvert des pratiques de blanchiment de fraude fiscale. En 2008, elle les a dénoncées. Elle a été licenciée en 2012 et depuis n'a pas retrouvé d'emploi. Elle reste, bien qu'auteur de plusieurs livres, dont "La traque des lanceurs d'alerte", dans une situation précaire.

Autre lanceur d'alerte dans le domaine de la finance, **Antoine Deltour** a dénoncé, en 2010, des accords entre le gouvernement luxembourgeois et des multinationales : les LuxLeaks. Il a été condamné et après de nombreuses années de combat, il a finalement été relaxé en 2018 en appel, après que la cour de cassation du Luxembourg lui a reconnu le statut de lanceur d'alerte.

Irène Frachon a dénoncé le laboratoire pharmaceutique Servier, promoteur du médicament Mediator dont l'usage a entraîné la mort de deux mille personnes. Elle a raconté ce combat dans *Médiateur 150mg. Combien de morts?*, un sous-titre qui lui a valu d'être traînée devant les tribunaux par Servier. Elle a obtenu le retrait du médicament en 2009 après un long combat commencé en 1990. Malgré cette

victoire, elle a dit: « Je suis comme les victimes, inconsolable ».

Comme lanceur d'alerte dans le domaine environnemental, il existe le cas très connu d'**Erin Brockovitch**, une simple assistante juridique dans un bureau d'avocats qui a consacré des années de sa vie à faire condamner la Pacific gas & electric company pour usage de chrome hexavalent, un produit toxique qui empoisonnait l'eau potable de la ville d'Hinkley en Californie.

Karim Ben Ali ne doit pas être oublié. Chauffeur intérimaire pour Arcelor Mittal Florange, en 2017, il était chargé de conduire des camions-citernes et d'en déverser le contenu dans la forêt de Marspich. Il a compris que le produit était dangereux et en a parlé dans l'entreprise mais n'étant pas écouté, il a posté une vidéo sur sa page facebook. Il a été licencié et depuis n'a plus été embauché nulle part. Il ne connaissait pas le terme « lanceur d'alerte » mais il a agi comme l'un d'eux. Interpellé par la couleur du liquide et ses yeux irrités après les déversements, il a été choqué qu'une grande entreprise comme Mittal ne prenne pas la peine de traiter de tels déchets et choisissent de les déverser en forêt à moins de deux kilomètres des habitations et sans se soucier des nappes phréatiques alors qu'au simple particulier, on répète sans cesse qu'il faut trier ses déchets et protéger l'environnement. Sa dénonciation utile à tous s'est retournée contre lui. Mittal s'en est sorti.

Mittal s'en sort, les États-Unis poursuivent Manning et le journaliste Assange mais pas les auteurs des crimes. Il est grand temps de protéger les lanceurs d'alerte. Ce sera à nous de rester attentifs, en mai 2019, le Conseil d'Etat a renvoyé la copie d'un projet de loi proposée par Didier Reynders, dans un gouvernement alors en affaires courantes, et qui proposait de condamner les lanceurs d'alerte à des amendes de 5000 euros et même à de la prison. La protection des lanceurs d'alerte est un devoir pour tout citoyen attaché au droit d'être honnêtement informé. ■

Virus et bruits de bottes

Bruno Drweski*

Depuis l'aube de l'humanité, l'expérience a permis de comprendre que, quand une situation de conflit éclate, toute personne doit se prononcer sur la question de qui est son ennemi principal en fonction de ses intérêts, en tant que membre d'une classe de la société et en tant que membre d'une nation ou d'une communauté étatique. Doit-on participer à ce conflit ? Et, si oui, de quel côté ? Tout pouvoir en position de faiblesse ou d'affaiblissement de son côté a, lui, intérêt à montrer aux yeux de ses rivaux l'image de sa force; mais il a aussi intérêt à éveiller auprès des masses qu'il gouverne, l'image d'un ennemi extérieur afin de cacher ses propres faiblesses, voire ses turpitudes.

Le toréador n'agit pas autrement pour détourner de lui-même et vers le chiffon rouge qu'il agite l'attention du taureau promis à la mort. Personne n'allant bien sûr imaginer que le taureau puisse dans ce scénario élaboré d'avance remonter jusqu'au propriétaire du cirque. La question qui se pose aujourd'hui à l'humanité est celle de savoir si, par delà le chiffon, par delà le toréador, elle sera désormais en état de remonter jusqu'au propriétaire du cirque mondialisé qui se déroule sous nos yeux ?

Et c'est ainsi que nous devons analyser l'actuelle crise sanitaire mais aussi politique qui s'est manifestée au grand jour dans la foulée de la pandémie et qui a révélé les faiblesses structurelles des pouvoirs dominants, tout au moins ceux des États occidentaux. Les populations d'Europe et des États-Unis auront remarqué que, par-dessus leurs proclamations de solidarité, chaque gouvernement a essayé de gérer la crise dans un chacun

pour soi faisant fi des discours proclamés jusque là, chose qui est apparue de façon crue quand ce sont des avions apportant de l'aide médicale chinoise, cubaine, vietnamienne ou russe qui ont dû atterrir en Italie avant d'atteindre d'autres pays tous incapables de trouver par eux-mêmes ou ensemble les moyens de maîtriser la catastrophe. Désormais, c'est sur la place publique qu'on constate l'absence de tout esprit de cohésion au sein de l'UE comme de l'OTAN. Au moment où la bourse plonge et où les cours de l'énergie s'effondrent, le FMI prévoit pour 2020 une grave récession et une série de problèmes économiques, alors que des vagues de mécontentements sociaux se sont déjà manifestées dans les mois précédents.

Alors que les pays d'Asie orientale et de l'Eurasie, semblent avoir maîtrisé la pandémie et que leur production va donc pouvoir redémarrer. En France, des experts estiment une récession d'au moins 8%, un déficit public de 9 % avec augmentation de la dette alors que l'euro comme le dollar seront fragilisés, ce qui explique que même les autorités semblent, au moins dans le discours, avoir compris la nécessité de reconstruire les services publics et de relancer les productions nationales. Le succès relatif de l'Allemagne dans ce contexte venant d'ailleurs confirmer qu'une certaine forme de souveraineté productive peut se révéler utile, alors même que le discours tenu par Berlin à l'extérieur est à l'opposé de ses pratiques à l'intérieur, ce dont les pays du sud de l'Europe, les si mal nommés « PIGS », ont fait l'amère expérience.

C'est toute la légitimité de l'Union européenne ainsi que celle de l'OTAN, dont le concept stratégique a perdu toute crédibilité, qui pose aujourd'hui problème. Et ce, au moment où se pose la question du respect par ses membres du financement du bloc militaro-stratégique qui ambitionne d'élargir ses interventions à la planète entière. Il faudra donc que ses dirigeants trouvent un ennemi suffisamment crédible pour justifier le maintien de cette alliance ainsi que l'augmentation de ses dépenses militaires au béné-

fice, notamment, du complexe militaro-industriel étasunien.

À en croire le document National Defense Strategy US paru en février 2018, la Chine et/ou la Russie devraient pouvoir être désignées comme le bouc émissaire pour toutes les erreurs commises par les gouvernements membres de l'OTAN. C'est donc sur tout cela que travaillent d'arrache-pied les agences publiques et privées de « communication » chargées de réactualiser le concept stratégique de l'alliance en crise existentielle. Pour cela, il va falloir montrer aux populations qui vont être mises au régime sec, voire très sec, un démon suffisamment visible pour qu'elles puissent croire leur gouvernement sur parole.

C'est ainsi que nous avons pu observer que la Russie puis la Chine sont de plus en plus accusées d'intentions agressives dans les discours et les articles de médias. Alors qu'on donne peu de statistiques comparatives, et pour cause, sur les bases militaires à l'étranger ou les investissements pour la « défense ». Les grands prêtres des médias néoconservateurs et néolibéraux, les GAFAM de l'internet, les organisations « non » gouvernementales ou fondations « publics-privés », les Soros et l'immense majorité des médias contrôlés à l'échelle mondiale et régionale par une dizaine de gros actionnaires (ABC, CNN, BBC, BFM, New York Times, Washington Post, Le Monde, Le Figaro, Der Spiegel, El Pais, Bouygues, Dassault, Bertelsman, etc.), tous abreuvés aux dépêches Reuters ou AFP, ont déjà lancé leurs campagnes de morsures visant non seulement les entreprises, les activités diplomatiques ou militaires russes ou chinoises mais désormais les « responsabilités » chinoises dans la diffusion du coronavirus. Donc attendez vous à la multiplication « d'informations » visant ces deux États, au moins tant qu'ils continueront à contrecarrer les visées néocoloniales et de prédation des puissances impérialistes à l'heure de la mondialisation capitaliste. ■

* Maître de conférences à l'INALCO, Université de Paris

Hier et aujourd'hui, les épidémies

Marc Pierret

La pandémie actuelle de corona virus renvoie à nombre d'épidémies qui ont émaillé l'histoire de l'humanité. L'historien grec, Thucydide, évoque dans un passage du Livre II de son Histoire de la guerre du Péloponnèse, la Peste d'Athènes survenue de -430 à -427 (avant l'ère commune). Près de quatre siècles plus tard, Lucrèce reprend ce thème en l'intégrant à son long poème De Natura Rerum. Il traduit en latin le passage de Thucydide qui décrit la peste mais débarrasse son récit de toute référence à la mythologie ou à la superstition¹.

L'existence des dieux n'est pas niée, mais ceux-ci sont indifférents aux mortels. Il n'y a aucune raison de les craindre, pas plus que la mort. Cette conception se fonde sur une physique matérialiste, l'atomisme, où le monde n'est constitué que d'atomes tombant verticalement dans le vide. Ces particules indestructibles peuvent être aléatoirement déviées dans leur chute verticale, cette déviation par rapport à la contrainte s'appelle le clinamen. Les événements sont donc émancipés de toute volonté divine. Les fléaux et les maladies ressortissent au matérialisme atomistique. Les griefs adressés à la religion peuvent évoquer le marxisme.

Marx et Engels se sont d'ailleurs référés à Lucrèce pour asseoir leur doctrine. Le jeune Karl Marx a consacré sa thèse au clinamen chez Démocrite et Épicure. Marx reproche à la religion de soutenir les privilèges des puissants tandis que pour les matérialistes atomistes, la religion est plutôt l'origine de la volonté de puissance, de la soif d'honneur ou de richesse. C'est l'angoisse qui pousse les

vivants à s'agiter dans la méconnaissance du bonheur vrai.

Le sixième livre du poème est consacré aux manifestations naturelles que sont la foudre, les éclairs, les vents, les nuages la pluie, l'arc-en-ciel, le volcanisme et autres phénomènes et se conclut sur les maladies et épidémies. Il livre une description hallucinée de la peste d'Athènes. Il en énumère les symptômes de manière à substituer la connaissance à la peur, autrement dit, il désenchanter la nature. Pour Lucrèce, c'est cette voie qui mène à l'absence de trouble, l'ataraxie, condition d'un bonheur authentique. La philosophie hédoniste requiert, pour faire face à la maladie et la mort, la connaissance du malheur.

Le texte ne manque pas de décrire avec grand précision les symptômes de la maladie venue de l'extrémité du monde d'alors, l'Égypte et la Lybie : « [...] L'esprit égaré, plongé dans la douleur et dans la crainte, le sourcil farouche, le regard sombre et furieux, les oreilles pleines de bourdonnement, la respiration rapide ou au contraire forte et lente, le cou baigné de sueur luisante, les crachats rares, menus, couleur safran et salés, arrachés avec peine du gosier par une toux rauque [...] »

La peste d'Athènes ainsi évoquée présente de saisissantes similitudes avec la pandémie qui frappe depuis peu le monde.

- La peste est arrivée en Grèce depuis les confins du monde antique, l'Égypte et la Lybie, transmise par un migrant, un marin ou un réfugié. Les Athéniens ont alors accusé les Péloponnésiens d'avoir empoisonné les puits.

- Le Corona a fondu sur le monde depuis la région de Wuhan en Chine. Le prétexte était tout trouvé pour que les américains accusent la Chine de malveillance. « Tout est la faute des autres » ou de quelque force maléfique.

Pour ce qui concerne l'antiquité, pas moins de 70 000 personnes, succombent à la contagion soit le tiers de la cité. Les Grecs attachaient une immense importance aux rites funéraires, mais l'urgence de l'épidémie les a contraints à, faire abstraction des deuils et entasser les cadavres jusque dans les temples. Aujourd'hui aussi, un des moments les plus douloureux est celui des familles endeuillées, partagé par les soignants, empêchées de dire adieu, dans l'intimité de leur affection, à leurs proches mourants. Preuve que si des siècles d'histoire nos distancent, bien souvent nos expériences humaines restent proches. ■

¹ « Les lieux saints où l'on campait étaient jonchés de cadavres ; car les hommes atterrés par l'immensité du mal, avaient perdu le respect des choses divines et sacrées. Toutes les coutumes observées jusqu'alors pour les inhumations furent violées ; on enterrait comme on pouvait [...] Les uns allaient déposer leurs morts sur des bûchers qui ne leur appartenait pas [...] d'autres, pendant qu'un premier cadavre brûlait, jetaient le leur par dessus et s'enfuyaient » Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, II, 52 (E.-A. Bétant, 1863)



Fosse commune à Manaus, Brésil

Romain Gelin :

Des limites de la transition : pour une décroissance délibérée

Gabrielle Lefèvre *

Rien n'est simple et pourtant tout est encore possible si on veut changer notre monde afin qu'il dure encore quelques milliards d'années...

Parmi la centaine de livres qui nous expliquent la complexité du problème du changement climatique, de notre responsabilité humaine, de l'impact de notre mode de vie, des rouages mortifères de nos économies, de l'exploitation suicidaire des ressources naturelles, il y en a un que nous pouvons vous conseiller afin d'affronter, convenablement informés, une nouvelle année de luttes sociales et citoyennes.

Des limites de la transition : pour une décroissance délibérée, de Romain Gelin, est l'antithèse des « yaka » et « yakapa ». C'est un cours d'économie et de sociologie en même temps que d'histoire politique, le tout bien résumé, d'une grande clarté, d'une lecture facile. De quoi nous aider à décrypter l'actualité des luttes pour le changement climatique basé sur un changement économique radical.

Romain Gelin est chercheur au Gresea (Groupe de recherche pour une économie alternative). Il analyse donc, systématiquement, les différentes données de notre problème : l'inéluctable croissance économique proposée par l'Union européenne, les Etats-Unis, le système Banque Mondiale et autres tenants du capitalisme mondialisé est impossible car jamais nous n'aurons de ressources énergétiques et minières pour assurer cela. Donc, un « capitalisme vert » est un leurre et de

plus, il maintient la disparité entre pays riches et pauvres, pays consommateurs et pays producteurs de ressources naturelles soumis à une exploitation d'autant plus dure et dramatique que les matières se feront rares et susciteront la convoitise des plus puissants. Les guerres de l'eau entre Etats en sont la preuve, elles ne feront que se multiplier d'autant que l'eau est privatisée par de puissantes multinationales qui s'accaparent ce bien commun indispensable à la survie de l'humanité.

L'économie circulaire, de plus en plus souvent proposée comme la solution, présente aussi des limites car tout ne se recycle pas, du moins pas indéfiniment et qu'il faudra continuer à pomper les entrailles de la terre pour s'approvisionner en matériaux de plus en plus rares. De plus, l'économie circulaire nécessite un plan global de développement puisque chaque entreprise et chaque lieu urbain dépend étroitement l'un de l'autre.

Bref, ce que nous proposent nos décideurs en termes de croissance verte ou de développement durable ne suffit pas endiguer la catastrophe annoncée. Pour Romain Gelin, la seule solution est la décroissance, un type d'économie qui nécessite une réorganisation de nos échanges, du commerce, de la finance, de la fiscalité, du travail et des revenus. Car tout changement nécessite le maintien de la protection collective des populations que sont les systèmes de sécurité sociale, les méca-

nismes d'entraide et de solidarité gérés par des pouvoirs publics qui doivent disposer de moyens suffisants pour effectuer cette redistribution des revenus.

Pour cela aussi, il nous faut revoir nos mécanismes de décision politique et instaurer les nouvelles formules de concertation avec la population : budgets participatifs, conventions de citoyens, développement du système coopératif, etc. Quelques expériences ont lieu un peu partout y compris en

Belgique mais elles devraient être multipliées.

Donc, il y a du boulot parce que la crise écologique ne se résoudra pas par des moyens techniques nécessitant d'importantes ressources naturelles rares. Il faut mettre fin, selon Romain Gelin, à l'accumulation illimitée du capital, source de tous nos maux, et principalement l'inégalité entre humains. Notre tâche sera de réduire nos productions et nos consommations partout où nous dépassons la capacité de renouvellement de la planète, explique l'auteur. Une sobriété heureuse visant le bonheur de tous, le « bien vivre » de tous. Il ne s'agit pas d'une utopie mais d'une nécessité d'ailleurs portée par les mouvements sociaux et citoyens qui se lèvent un peu partout dans le monde. Car, en effet, nous n'avons pas le choix ! ■

*Source : <https://www.entreleslignes.be/humeurs/zooms-curieux/penser-global-et-changer-de-vie>

Soutenir Le Drapeau Rouge !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !



**N'oubliez pas que
ce n'est que grâce à ses lecteurs
que la presse militante survit !**

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles
Gand : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Cercle

Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège.
Mons : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.
Wavre : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Antonio Cocciolo,
« Les patrons obtiennent quasiment ce qu'ils veulent sur simple demande » • pp. 2-4

ACTUALITÉS

Ils ne se résignent toujours pas
à reconnaître la victoire soviétique
Vladimir Caller • p. 5

COVID-19

Pandémie : qui paie ?
Martin Willems • pp. 6-7
L'esprit d'Alma-Ata résonne encore
Sebastian Franco • pp. 8-9
Au-delà du seul volet scientifique
Dr. Badia Benjelloun • pp. 10-11

SOCIAL

Télétravail. Libération ou servitude volontaire ?
Bernard Lefèvre • pp. 12-13

ACTUALITÉ

La solidarité internationale face au Covid-19
Marie Rampen • pp. 14-15

LES LUTTES

Soutenons les lanceurs d'alerte :
nous en avons besoin
Marie-France Deprez • p. 16

COVID-19

Virus et bruits de bottes
Bruno Drweski • p. 17
Hier et aujourd'hui, les épidémies
Marc Pierret • p. 18

LECTURES

Romain Gelin: « Des limites de la transition :
pour une décroissance délibérée »
Gabrielle Lefèvre • p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.